

General conditions for token REVENA on the Ravencoin blockchain.

Date December 28, 2022

REVENA SA, 1162 St-Prex, Switzerland (<http://revena.com>).

REVENA_{sa}

Object

UUnivers REVENA is a token in the [Ravencoin blockchain](#).

UUnivers REVENA is not the shares of the REVENA SA company.

UUnivers REVENA (UUR) are participation bonds of the company REVENA SA.

UUnivers REVENA token does not allow its owner to participate in the votes of the REVENA SA shareholders.

UUnivers REVENA token allows to bring an advisory opinion resulting from the vote of the "Participation bonds" owners only about the [UUnivers project](#) (little adaptation on article 656a,1).

This document must be completed by a project with our organization "[Ikat Patch Work](#)". We need to start updating it before proceeding with the transfers and exchanges with this REVENA token.

Swiss laws about «Participation bonds»

[L. Bons de participation](#)

[I. Définition; dispositions applicables](#)

[Art. 656a](#)³⁶⁴

¹ Les statuts peuvent prévoir un capital-participation divisé en parts (bons de participation). Ces bons de participation sont émis contre un apport; ils ont une valeur nominale et ne confèrent pas le droit de vote.

² Toutes les dispositions relatives au capital-actions, à l'action et à l'actionnaire sont applicables au capital-participation, au bon de participation et au participant à moins que la loi n'en dispose autrement.

³ Les bons de participation doivent être désignés comme tels.

³⁶⁴ Introduit par le ch. I de la LF du 4 oct. 1991, en vigueur depuis le 1^{er} juil. 1992 ([RO 1992 733](#); [FF 1983 II 757](#)).

[II. Capital-participation et capital-actions](#)

[Art. 656b](#)³⁶⁵

¹ Le montant du capital-participation ne peut dépasser le double du capital-actions.

² Les dispositions sur le capital minimum et sur l'apport minimum total ne sont pas applicables.

³ En matière de limitation du droit qu'a la société d'acquies ses propres actions, de réserve générale, d'institution d'un contrôle spécial contre la volonté de l'assemblée générale et d'avis obligatoire en cas de perte en capital, le capital-participation doit être ajouté au capital-actions.

⁴ L'augmentation autorisée ou conditionnelle du capital-actions et du capital-participation ne doit pas dépasser en tout la moitié de la somme du capital-actions et du capital-participation existants.

⁵ La création d'un capital-participation peut avoir lieu sous forme d'augmentation autorisée ou conditionnelle.

³⁶⁵ Introduit par le ch. I de la LF du 4 oct. 1991, en vigueur depuis le 1^{er} juil. 1992 ([RO 1992 733](#); [FF 1983 II 757](#)).

III. Statut juridique du participant

1. En général

[Art. 656c](#)³⁶⁶

¹ Le participant n'a ni le droit de vote ni, dans la mesure où les statuts n'en disposent pas autrement, aucun des droits qui s'y rapportent.

² Sont considérés comme droits qui se rapportent au droit de vote, le droit de faire convoquer l'assemblée générale, le droit d'y prendre part, le droit d'obtenir des renseignements, le droit de consulter les documents et le droit de faire des propositions.

³ Si les statuts ne leur accordent pas le droit d'obtenir des renseignements ou de consulter les documents, ou le droit de proposer l'institution d'un contrôle spécial (art. 697a et s.), les participants peuvent adresser une requête écrite à l'assemblée générale visant à obtenir des renseignements ou à consulter les documents ou encore à faire procéder à un contrôle spécial.

³⁶⁶ Introduit par le ch. I de la LF du 4 oct. 1991, en vigueur depuis le 1^{er} juil. 1992 ([RO 1992 733](#); [FF 1983 II 757](#)).

2. Communication de la convocation et des décisions de l'assemblée générale

[Art. 656d](#)³⁶⁷

¹ Sont communiqués aux participants la convocation à l'assemblée générale ainsi que les objets portés à l'ordre du jour et les propositions.

² Toute décision de l'assemblée générale est déposée dans les meilleurs délais au siège de la société et à celui de ses succursales inscrites au registre du commerce, de telle sorte que les participants puissent en prendre connaissance. Les participants en sont informés dans la communication qui leur est adressée.

³⁶⁷ Introduit par le ch. I de la LF du 4 oct. 1991, en vigueur depuis le 1^{er} juil. 1992 ([RO 1992 733](#); [FF 1983 II 757](#)).

3. Représentation au conseil d'administration

[Art. 656e](#)³⁶⁸

Les statuts peuvent reconnaître aux participants le droit à un représentant au conseil d'administration.

³⁶⁸ Introduit par le ch. I de la LF du 4 oct. 1991, en vigueur depuis le 1^{er} juil. 1992 ([RO 1992 733](#); [FF 1983 II 757](#)).

4. Droits patrimoniaux

a. En général

[Art. 656f](#)³⁶⁹

¹ Les statuts ne doivent pas défavoriser les participants par rapport aux actionnaires lors de la répartition du bénéfice résultant du bilan et du produit de liquidation, ainsi que lors de la souscription de nouvelles actions.

² S'il y a plusieurs catégories d'actions, les bons de participation doivent au moins être assimilés à la catégorie la moins favorisée.

³ Les modifications des statuts et les autres décisions de l'assemblée générale qui aggravent la situation des participants ne sont autorisées que si elles affectent dans la même mesure les actionnaires auxquels les participants sont assimilés.

⁴ Sauf disposition contraire des statuts, les privilèges et les droits sociaux accordés aux participants par les statuts ne peuvent être supprimés ou modifiés qu'avec l'accord d'une assemblée spéciale des participants concernés et de l'assemblée générale des actionnaires.

³⁶⁹ Introduit par le ch. I de la LF du 4 oct. 1991, en vigueur depuis le 1^{er} juil. 1992 ([RO 1992 733](#); [FF 1983 II 757](#)).

b. Droits de souscription préférentiels

[Art. 656g](#)³⁷⁰

¹ Lors de la création d'un capital-participation, les actionnaires ont le même droit de souscription préférentiel que lors de l'émission d'actions nouvelles.

² Les statuts peuvent prévoir que les actionnaires ne pourront souscrire que des actions et les participants que des bons de participation, si le capital-actions et le capital-participation sont augmentés simultanément et dans la même proportion.

³ Lorsque seul le capital-participation ou seul le capital-actions est augmenté ou que l'un est augmenté plus que l'autre, les droits de souscription doivent être répartis de manière à permettre aux actionnaires et aux participants de conserver la proportion du capital qu'ils détenaient jusqu'alors.

FOR INFORMATION ONLY. IT IS NOT THE FINAL VERSION.